



La Commune



I - Venezuela : Après la victoire du Oui au référendum du 15 février II-France : du 29 janvier à la grève générale aux Antilles : un tournant brusque

I - Venezuela : Après la victoire du Oui au référendum du 15 février-II-France : du 29 janvier à la grève générale aux Antilles : un tournant brusque | Chronique hebdo n° 1, du 20 au 27 février 2009

supplément à

la Commune

journal en langue française de militants du NPA membres du courant international Mouvement Socialiste des Travailleurs-International (IVe Internationale)

N° 1, du 20 au 27 février 2009

www.lacommune.org

www.npa2009.org

"La lutte de classe est nationale dans sa forme, internationale dans son contenu"(Karl Marx)

I - Venezuela

Après la victoire du Oui au référendum du 15 février

Entretien avec Stalin Perez Borges, coordinateur de l'Union nationale des travailleurs (UNETE) la principale centrale syndicale du Venezuela (1 million 400 000 syndiqués), porte-parole de Marea socialista, courant du PSUV (Parti socialiste uni du Venezuela, le parti de Chavez)

" Après cette victoire du peuple révolutionnaire, il faut maintenant accélérer le rythme de la Révolution "

Stalin Perez Borges :

" C'est une très grande victoire du peuple bolivarien. A nouveau, le peuple, les travailleurs, la population sont sortis massivement pour aider le processus révolutionnaire et il est clair que le bon chemin pour le Venezuela est celui du socialisme.

Il est tout aussi incontestable que la direction de ce processus, celle qui a la confiance du peuple est celle du commandant Hugo Chavez. C'est pourquoi je tiens à féliciter le peuple travailleur d'avoir rendu possible cette victoire électorale. Nous, en tant que travailleurs, en tant que responsables syndicaux nous n'avons pas ménagé nos efforts pour permettre cette **victoire du Oui à l'amendement permettant à Chavez de se représenter aux suffrages des électeurs dans 4 ans**. La constitution du Front des travailleurs pour l'amendement et la création des comités dans les entreprises pour le Oui ont été des facteurs essentiels pour que les travailleurs membres du PSUV puissent s'engager dans l'action politique alors que bien souvent, ils ont du mal à le faire du fait de leurs conditions de travail.

Nous espérons que cette forme d'organisation que nous avons trouvée en luttant pour le Oui ne soit pas démantelée au lendemain du vote et qu'elle soit au contraire pérennisée car elle a démontré son efficacité. Organiser ainsi les travailleurs du parti par entreprises ne vaut pas seulement pour les périodes électorales mais plus généralement pour toutes les questions sociales et politiques qui touchent à la vie quotidienne des travailleurs et à leurs besoins fondamentaux. Les travailleurs ont besoin qu'on les écoute et qu'ils puissent prendre des décisions et pas seulement en période électorale.

Cependant, il faut dorénavant affirmer que le plus important est que nous avons tous réussi l'immense possibilité par ce Oui de **poursuivre la continuité du processus révolutionnaire. La Révolution bolivarienne est engagée** au coeur d'un monde en crise. Dans tous les pays le chômage ne cesse d'augmenter, ainsi que la misère et les sans-logis ; les travailleurs perdent leur droit à la santé et la précarité ronge la société.

Une victoire du NON chez nous aurait signifié non seulement le retour aux vieilles méthodes réactionnaires de la IVe République mais aurait livré le Venezuela à la merci du saccage impérialiste qui cherche partout sur la planète à faire payer aux travailleurs les frais de sa crise. La principale conquête de notre Révolution a précisément été de défendre **l'indépendance de notre pays**, non seulement politiquement mais aussi socialement et économiquement en nous réappropriant nos **ressources dont le pétrole** qui nous avait été confisqué par l'impérialisme et ses complices au Venezuela.

Au coeur de la Révolution, il y a la lutte de classes

Bien entendu, nous ne sommes pas naïfs. Nous sommes d'accord avec le Président Chavez quand il dit depuis le Balcon du Peuple qu'il y a encore **trop de corruption et de bureaucratisme au sein même du gouvernement et dans l'ensemble de l'Etat**. Nous sommes conscients qu'à l'intérieur du processus révolutionnaire se mène un combat à mort contre la bureaucratie et la corruption et pour une véritable démocratie ouvrière et populaire. C'est pourquoi nous nous permettons de mettre le doigt sur un certain nombre de choses qu'il faut **revoir, rectifier ou impulser à nouveau** par exemple dans le combat contre les licenciements et les fermetures d'entreprises que nous devons empêcher. Il ne faut jamais oublier qu'au coeur de la Révolution, il y a la lutte de classes. Cette lutte de classes va s'approfondir dorénavant et va s'exprimer avec force dans cette nouvelle période de crise qui doit ouvrir la possibilité pour les travailleurs de prendre en mains les décisions politiques. Notre engagement, c'est celui de la lutte contre le bureaucratisme et la corruption et la poursuite du combat pour le socialisme basé sur la démocratie ouvrière et populaire. "

Tiré de Aporrea.org et traduit par Pedro Carrasquedo, comité NPA Pays basque intérieur (mauleonsoule.npa@orange.fr)

l'amendement Chavez et l'objectivité du journal *Le Monde*

Chavez dictateur ? Président à vie ?

l'amendement constitutionnel proposé par Chavez à référendum le 15 février dernier avait pour proposition de ne plus limiter le nombre de mandats pour le Président de la République bolivarienne du Venezuela ainsi que ceux des gouverneurs d'Etats (le Venezuela est un Etat fédéral) et de l'ensemble des élus en général.

La droite et le patronat vénézuélien, appuyés par l'impérialisme US ont mené une campagne acharnée pour le NON, sachant qu'une victoire du OUI permettrait à Chavez de se représenter à la fin de son mandat actuel, dans 4 ans. On connaît aujourd'hui les résultats : 54, 36% en faveur du OUI. Les média et beaucoup de commentateurs français ont présenté l'amendement comme un scandale qui est la preuve que Chavez est un dictateur qui peut désormais devenir Président à vie, comme dans une vulgaire république bananière. (" Le président Chavez obtient la possibilité de se représenter à vie " titre *Le Monde* du 17 février)Pas vraiment faux mais tendancieux.

En effet, *Le Monde* se garde bien de préciser que, ce faisant, le Venezuela est ainsi dorénavant dans les mêmes conditions constitutionnelles de la France jusqu'à la réforme constitutionnelle de...2008 ! Jusqu'à cette date, de de Gaulle à Chirac, tous ceux-là pouvaient se représenter...à vie. D'ailleurs, pour les conseillers municipaux, maires, présidents de départements et régions, départements et régions, députés, c'est toujours le cas en France... Comme désormais au Venezuela. Eh oui.

Wladimir, NPA Paris-Centre

Nos liens:

Venezuela: www.aporrea.org

www.mareasocialista.com

Argentine : www.mst.org.ar

France : www.npa2009.org

II - Lutte de classes en France

Du 29 janvier à la grève générale aux Antilles : un tournant brusque

Le 29 janvier, le pays s'est couvert de manifestations d'une ampleur inégalée, bien au-delà de l'objectif de la " journée d'action " programmée par les directions syndicales. Plus de deux millions et demi de manifestants, des débrayages massifs dans de nombreuses entreprises. Cette journée de grèves et de manifestations a révélé au grand jour la volonté d'en découdre qui s'empare des couches les plus larges de la population. Cette volonté d'aller au combat de classe s'est exprimée dans les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre en fin de manifestations à Saint Nazaire notamment

La puissance de la grève des enseignants, des étudiants, des chercheurs, qui s'est aussitôt développée est venue confirmer cette donnée fondamentale de toute la situation : " en bas, on ne veut plus vivre comme avant ".

C'est dire, qu'à nouveau, la grève générale est directement à l'ordre du jour et que la tâche de tout militant anticapitaliste est de s'y préparer sérieusement.

Crise révolutionnaire aux Antilles

Partant de ce constat, il va sans dire que la crise révolutionnaire qui se développe aux Antilles et singulièrement en Guadeloupe est partie intégrante du tournant vers la grève générale qui s'amorce en France. L'explosion sociale aux Antilles en est l'expression particulière. En même temps, elle montre crûment, en pleine lumière, la réalité de l'exploitation coloniale à caractère raciste des populations noires des Antilles par l'impérialisme français.

Dans ce combat, les salariés et la population de la Guadeloupe ont créé un premier instrument, le LKP qui, en Français, signifie : collectif contre l'exploitation. C'est ce collectif qui dirige la grève, son porte-parole, Elie Domota, appelant à **" la poursuite et le renforcement de la mobilisation " jusqu'à la satisfaction de nos légitimes revendications "**

Il s'agit donc, sans exagération aucune, d'un affrontement de classe contre Sarkozy et son gouvernement, au moment où l'aspiration à chasser Sarkozy s'empare des travailleurs et des jeunes de la métropole. En outre, la grève générale aux Antilles trouve, en France, des dizaines de milliers de porte-parole et émissaires spontanés en la personne des salariés antillais nombreux dans les hôpitaux, dans la Fonction publique, la Poste, la SNCF et des millions de " supporters " parmi l'ensemble des salariés et des jeunes qui veulent " faire comme eux ". Manifestement, " en haut, on ne peut plus gouverner comme avant "

Au moment où nous écrivons, nous ne pouvons bien entendu pas connaître le sort qui sera fait par le collectif LKP aux propositions de Sarkozy. Un dirigeant de l'UMP, devant les affrontements violents de ces derniers jours, devant les barricades dressées par les grévistes, les dizaines d'arrestations de la police et de CRS de Alliot-Marie, a pu déclarer : " c'est une atmosphère de guerre civile " Quelle perspicacité ! Il découvre à sa manière ce que Trotsky a maintes fois expliqué : " toute grève porte en elle les germes de la guerre civile."

Les 132 revendications du LKP : un plan d'urgence !

Martine Aubry n'a-t-elle d'ailleurs pas déclaré " craindre la contagion " ? Les débrayages spontanés qui ont éclaté à Renault Flins et à Renault-Sandouville après la suppression de la prime d'intéressement pour cause de faibles " bénéfices " sont venus à point nommé pour confirmer cette crainte de la première secrétaire du PS

A défaut de " contagion " immédiate, nous assistons à une combinaison exceptionnelle de circonstances : révolte contre le vieil Etat français colonial et raciste, volonté d'en finir avec Sarkozy et rejet de toutes ses " réformes " scélérates, nécessité de revendiquer des hausses immédiates de salaires pour conjurer les conséquences de la crise, nécessité impérieuse de faire front pour " pas un seul licenciement ", sans oublier dans la composition de ce mélange détonant, la question explosive du logement. D'ailleurs, pour quiconque a lu les 132 revendications du LKP est frappé par la similitude de nombre d'entre elles avec le plan d'urgence pour lequel nous combattons en tant que NPA. Les 132 revendications du LKP constituent donc en réalité pour l'essentiel, hormis quelques revendications très spécifiques aux Antilles, un authentique plan d'urgence parfaitement valable à l'échelle de tout le pays, hexagone inclus.(voir en annexe)

La peur de la contagion

C'est bien pourquoi les travailleurs de la métropole se reconnaissent dans ce combat profondément légitime des antillais et c'est pourquoi cela donne le caractère particulièrement explosif à leur action qui risque de propager la contagion. C'est ce qui explique le côté désarmé du gouvernement, le volte-face imposé à Yves Jégo par Fillon, qui le somme de revenir illico à Paris après avoir selon le premier ministre accepté trop de choses face au LKP et le silence d'un mois de Sarkozy pourtant si prompt à se porter en première ligne. La peur de ce mouvement de masse, profond et déterminé, qui a imposé jusqu'à ce jour l'unité aux organisations syndicales, la peur de le voir faire tache d'huile en métropole est bien présente". Les prochains jours sont décisifs. A suivre attentivement en reprenant à notre compte ce que disent par milliers les salariés et la population ouvrière en métropole : il faut les aider ! La meilleure aide aux travailleurs antillais ? Faire comme eux !

Un gouvernement en crise

Cette intense crise sociale se combine avec le développement de la crise gouvernementale, dont la mise au rencart de Rachida Dati, ex-ministre de la Justice est un indice, de même les " révélations " qui jettent l'opprobre sur Kouchner. Rappelons que Kouchner et Dati faisaient partie des " hommes forts " du gouvernement de choc mené par Sarkozy. S'y ajoute l'affaiblissement concomitant de Péresse, Darcos déstabilisés par les mobilisations massives des étudiants et des chercheurs et enseignants d'université de ces dernières semaines. Et on ne parle même plus des pantalonnades de Jégo, le missi dominici de Sarkozy en Guadeloupe qui était plus à l'aise pour démolir les HLM du quartier Surveilliers à Montereau où il est maire, que face aux salariés et habitants de la Guadeloupe. Tout cela alors que le dernier sondage fait chuter Sarkozy à 37% de satisfaits...

Faire sauter le verrou des bureaucraties syndicales

A ce stade, il est visible à l'oeil nu que le gouvernement n'a pas la force intrinsèque de désamorcer le mouvement général de la classe ouvrière

et de la jeunesse qui prend forme en ce moment même. Et pourtant, Sarkozy continue à porter le masque de l'arrogance, de celui qui " ne recule pas "...

Néanmoins paniqué par le Tsunami des manifestations du 29 janvier, Sarkozy a convoqué les directions syndicales, ce 18 février, à une " négociation " qui, c'était couru d'avance, n'en était pas une. Les directions syndicales se sont piteusement prêtées à cette mascarade, allant jusqu'à accepter que la question des Antilles soit le sujet tabou et qu'elle ne soit abordée à aucun moment dans les " négociations " au prétexte extraordinaire de cynisme que c'est une question " locale " ! Ces mêmes directions syndicales et singulièrement la direction confédérale de la CGT ont décidé qu'il n'y aurait pas d'action nationale, après le 29 janvier, ... avant le 19 mars . Elles voudraient éviter toute jonction entre la grève générale des Antilles, la mobilisation des chercheurs, les multiples grèves qui jalonnent le pays tout entier avec l'ensemble du mouvement ouvrier qu'elles ne feraient pas autrement.

Le dernier rempart de Sarkozy

En tout état de cause, les militants ouvriers anticapitalistes sont en droit de considérer que la stratégie des directions confédérales est diamétralement contraire aux intérêts des travailleurs.

Cette " stratégie " est celle qui laisse les lycéens, les étudiants, les enseignants seuls face au gouvernement, avec la complicité de la direction de la FSU.

Cette " stratégie " est celle qui laisse seuls les salariés et la population antillaise face à un gouvernement qui accentue la répression.

Cette " stratégie " qui joue sans cesse la montre isole tout autant les enseignants chercheurs, elle isole tout autant les travailleurs hospitaliers unis pour le retrait de la loi Bachelot, tout autant les salariés menacés par les plans de licenciements par milliers dans toutes les branches industrielles et commerciales du pays.

Soyons bien clairs : cette stratégie de la capitulation est le dernier rempart de Sarkozy. Nous devons aider les masses à trouver les moyens par leur action de faire sauter ce dernier verrou et s'engager ensemble dans la grève générale. Dans les syndicats, dans la rue, dans les entreprises, partout où nous sommes. Voilà bien le terreau de la construction de masse, du NPA. Olivier Besancenot, s'est rendu en Guadeloupe et a déclaré " je viens ici pour apprendre : il y a eu un collectif unitaire qui est né et comment on pourrait faire la même chose chez nous. l'exemple qu'on y voit, c'est celui de la grève générale qu'on devrait faire aussi chez nous " Absolument. Et, en notre nom à tous, il a rendu hommage à Jacques Bino, syndicaliste assassiné dans des circonstances bien troubles.

Comité éditorial, le 20 février 2009

Parmi les 132 revendications du LKP :

1- NIVEAU ET CONDITIONS DE VIE

- Un relèvement immédiat et conséquent d'au moins 200 €, des bas salaires, des retraites et des minima sociaux afin de relancer le pouvoir d'achat, de soutenir la consommation des produits guadeloupéens et plus généralement la demande.
- Le relèvement immédiat du SMIC, des salaires du secteur privé, des traitements de la fonction publique, du minimum vieillesse, des minima sociaux.
- Un salaire minimum guadeloupéen calculé sur le coût réel de la vie en Guadeloupe.
- Création d'un bureau d'études ouvrières, chargé de calculer l'évolution des prix des produits réellement consommés par les travailleurs.
- Réductions d'impôts fondées sur la justice fiscale.
- Baisse significative de toutes les taxes et marges sur les produits de première nécessité et sur les transports.
- Baisse des taux de la taxe sur les carburants.
- Suppression de la taxation des produits locaux Logements.
- Gel des loyers pour une période indéterminée et pour l'année 2009 l'annulation de l'augmentation de 2,98%
- l'arrêt des saisies immobilières des propriétés des guadeloupéens et restitution des biens
- Un plan quinquennal pour résorber l'habitat insalubre

- Un vaste programme de construction de logements sociaux et intermédiaires.

Environnement

Contamination des terres par la chlordécone :

- Définition de mesures sanitaires pour protéger les populations des zones contaminées
- Indemnisation des victimes professionnelles et civiles

Transports

- Mise en place d'un véritable service de transport des usagers.
- Engagement d'un audit indépendant sur les modalités de constitution des Groupements et d'attribution des marchés ;
- Révision des conditions d'exécution des marchés envers les usagers (abris bus, arrêts matérialisés, gares routières, poteaux d'indications des horaires de passage des bus)
- Réhabilitation et indemnisation des Transporteurs déclarés "clandestins"
- Révision des conditions d'exécution des marchés par les groupements vis-à-vis des transporteurs (mise en fonction de la billetterie, fixation du prix à verser par chaque sous-traitant en fin de mois)

2-EDUCATION

- Mise en place dans l'immédiat d'un moratoire de 4 ans en ce qui concerne la réforme du recrutement des enseignants, le temps de permettre la mise en place par l'U.A.G. des masters de professionnalisation et les sorties des premières promotions.
- Acter dans ce cadre un plan de titularisation des contractuels pour palier les besoins de recrutement.
- Maîtrise de la gestion des postes et des personnels en Guadeloupe pour mettre en place une politique de l'emploi et de la formation conforme à nos besoins.
- Disposer d'un pouvoir décisionnel en matière des programmes, d'orientation, d'éducation de gestion des ressources, de la mise en place d'un plan de titularisation des personnels contractuels et des contrats aidés. (...)

5-DROITS SYNDICAUX ET LIBERTES SYNDICALES

- Obligation d'un Accord de Branche ou d'Entreprise avant toute autorisation de travail le dimanche
- Mise à disposition d'une Maison des Syndicats à Jarry
- Négociation d'un Accord de Branche et Interprofessionnel sur l'exercice du droit syndical, la représentativité, la représentation de Branche, l'emploi
- Régularisation des travailleurs en situation irrégulière.
- Négociation de Convention Collective dans tous les secteurs.
- Renforcement de moyens des Inspecteurs et Contrôleurs du travail.

- Mise en place et respect du comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail dans toutes les entreprises.
- Mise en place de délégué du personnel dans toutes les entreprises d'au moins 5 salariés.
- Représentation des syndicats de Guadeloupe dans les entreprises et les organismes paritaires, (ASSEDIC-Sécurité Sociale-CAFAGEFOS-PME-FONGECIF...)
- Liberté de participation de syndicalistes extérieurs au Comité d'Entreprise et aux Négociations Annuelles Obligatoires
- Extension systématique des Accords Collectives de Guadeloupe à l'ensemble de l'archipel,
- Reconnaissance du 27 eme jour férié, chômé et payé.
- Droit à l'organisation de formation syndicale ouverte à toutes les organisations syndicales de Guadeloupe.
- Budget formation alloué aux syndicats dans le cadre de la formation syndicale
- Annulation et Arrêt des poursuites pénales en matière d'action syndicale. Etc

On peut trouver l'intégralité des 132 revendications sur le site officiel du LKP : www.lkp-gwa.org

Modifié le dimanche 12 juillet 2009

Voir aussi dans la catégorie Lettre de la Commune - Chronique Hebdo



RIERE

de La Commune, nouvelle série, n° 117 - Jeudi 12 septembre 2019 Les manifestations ont nettement repris leur cours, ce dernier samedi, malgré cette répression dict



L'ACCUSE PAS LA POLICE D'AVOIR TUÉ QUELQU'UN » ! LES MENACES DE CASTAN

de La Commune, nouvelle série, n° 116 - Mardi 3 septembre 2019 Castaner-Macron celles et ceux qui rapportent les VRAIES NEWS sur les conséquences de la répress

»



**LIGUE SOCIALISTE
INTERNATIONALE**



erte aux syndicalistes de la CGT

de La Commune, nouvelle série, n° 115 - Mardi 27 août 2019 La CGT connaît une des
des crises de son histoire. Trop souvent selon nous, cette crise est attribuée à la...



neurt un sans abri – OÙ VA LA POLICE ?

de La Commune, nouvelle série, n° 114 - Mardi 21 août 2019 C'est un sans-abri
Cela se passe à Menton, en pleine saison touristique. Ses veines sont tailladées a



d'une chute de régime – Août 2019

de La Commune, nouvelle série, n° 113 - Dimanche 11 août 2019 Quand un régime
rève, ce n'est pas beau à voir. Les coups pleuvent drus, dans tous les sens du term



FAIRE D'ÉTAT »

de La Commune, nouvelle série, n° 112 - Dimanche 4 août 2019 Richard II et le

de La Commune, nouvelle série, n° 112 - Dimanche 4 août 2019 D'abord, il y a la
choc, la tristesse. Le Premier ministre y coupe court, sèchement et lâchement.....

